

Les deux gouvernements devront être convaincus que tout arrangement sectoriel est mutuellement avantageux. De plus, les réalités politiques dictent que tout arrangement doit être accepté par les sociétés et les syndicats mis en cause des deux côtés de la frontière. Il nous faudra donc chercher des arrangements sectoriels équilibrés. Les échanges d'avantages entre secteurs peuvent toutefois avoir une utilité limitée, par exemple dans le domaine général des achats, mais il nous faudra généralement trouver un équilibre à l'intérieur même des secteurs mis en cause.

Parce que nous reconnaissons la nécessité de l'avantage mutuel et de l'équilibre, nous avons bien sûr commencé à sonder l'Administration américaine en vue d'obtenir ses vues et de clarifier les perspectives des deux parties.

Je sais que Mike Smith, qui vous parlera au déjeuner, voudra vous expliquer la position américaine. Toutefois, je voudrais vous exprimer ma satisfaction devant la réaction fort positive que notre initiative a rencontrée auprès de l'Administration américaine, et tout particulièrement auprès de Bill Brock. Il ne fait pas de doute qu'il appuie cette initiative. Il a déclaré publiquement qu'il la considère comme une possibilité de faciliter la libéralisation commerciale et de prouver au Congrès qu'il y a une solution de rechange viable au protectionnisme.

Comprenez bien que l'administration américaine ne se contente pas de réagir aux propositions et aux idées canadiennes, comme on l'a récemment suggéré dans des rapports de presse. Le Bureau du Représentant spécial au